

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du Mardi 9 septembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 9 septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEJEUNE, SAINTIER, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, JORAND, PAPI, PERRETO, PINSON.

Absents excusés :

Madame CHABANI  
Madame CHALUPET  
Madame DANIEL  
Madame HERSANT  
Madame NEVEU  
Madame PAIN  
Monsieur LEGENDRE  
Madame ROUSSEL  
Madame TREMOLLIÈRES  
Monsieur THIERRY

Absents :

Madame MONOT  
Madame VAN ELSUE  
Monsieur BOUFELLE  
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHALUPET à Madame BRIATTE  
Madame HERSANT à Monsieur COLLAS  
Madame NEVEU à Monsieur COULIBALY  
Madame PAIN à Monsieur JARRY  
Madame ROUSSEL à Monsieur GRILLAT  
Madame TREMOLLIÈRES à Monsieur SAINTIER  
Monsieur LEGENDRE à Monsieur LEJEUNE

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

2 septembre 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	31
Présents	17
Pouvoirs	7
Votants	24

05-09-09-25 : CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION POUR LA MISE A DISPOSITION DU RÉFÉRENT  
SIGNALEMENT

L'article L135-6 du code général de la fonction publique prévoit que les employeurs publics doivent instituer un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu du dispositif mis en place dans l'ensemble des administrations. Il prévoit notamment la mise en place de procédures visant à recueillir les signalements desdits actes par les victimes ou les témoins, l'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien et les procédures d'orientation des mêmes agents vers les autorités compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés. Il précise enfin les exigences d'accessibilité du dispositif de signalement et de respect de la confidentialité ainsi que les modalités de mutualisation du dispositif entre administrations.

Les employeurs territoriaux peuvent faire le choix de disposer de leur propre référent signalement ou de confier le dispositif aux Centres de Gestion en leur qualité d'établissements publics « mutualisateurs », mais aussi en tant que « tiers de confiance » pour les employeurs et leurs agents. Cette prestation proposée par le CDG27 est payante seulement quand le CDG27 est sollicité sur la base des tarifs votés par le CDG27.

Une 1ère convention de ce type a été signée par la Commune avec le Centre de Gestion de l'Eure (CDG27) le 23 Septembre 2021 pour une durée de 4 ans. Celle-ci prenant fin le 23 Septembre 2025, il y a lieu de la reconduire. La nouvelle convention proposée serait valable du 1<sup>er</sup> Septembre 2025 au 31 Août 2029, soit une durée de 4 ans.

Le projet de convention à établir avec le CDG27 figure en annexe de l'ordre du jour.

**Le Conseil Municipal,**

**Sur proposition du rapporteur,**

**VU** le code général de la fonction publique et notamment les articles L.135-6 et L.452-43

**VU** le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

**CONSIDÉRANT** que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place, au 1er mai 2020, un dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes,

**CONSIDÉRANT** que le centre de gestion a mis en place ce dispositif pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande par une décision expresse,

**CONSIDÉRANT** qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier cette mission au Centre De Gestion de l'Eure (CDG27),

**CONSIDÉRANT** le projet de convention proposé par le CDG 27 et joint en annexe,



## À l'unanimité

**DÉCIDE** que la mise en œuvre du dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est confiée au centre de gestion de l'Eure,

**APPROUVE** le projet de convention à établir avec le Centre de Gestion de l'Eure pour la mise à disposition du référent signalement,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou le premier adjoint à signer ladite convention telle que présentée en annexe.

Fait à Le Val d'Hazey, le 9 septembre 2025

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte  
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le Maire,



Philippe COLLAS

